

Texte inédit pour le site de Ballast

C'est l'une des deux sous-préfectures de la Meuse : Commercy, moins de 6 000 habitants. Un territoire de la « diagonale des faibles densités » frappé par l'effondrement industriel ; un taux de chômage à 24,5 %. En deux mois à peine, la petite commune lorraine s'est imposée comme un point incontournable du soulèvement national des gilets jaunes : forts d'une assemblée quotidienne, les Lorrains boudent le « grand débat » macronien pour mieux louer la démocratie directe, sans représentants ni leaders. Des messages de soutien leur arrivent sans tarder du Chiapas et du Rojava. Une Assemblée des assemblées (ou « Commune des communes ») s'est tenue les 26 et 27 janvier derniers, à leur appel, rassemblant 75 délégations de toute la France. L'horizon ? Abolir les inégalités, partager les richesses et donner le pouvoir au peuple. Nous sommes allés à leur rencontre. ≡ Par Djibril Maïga et Elias Boisjean



La brume encombre les plaines que les fenêtres du car déroulent. L'horloge indique 9 h 30. Un des passagers, un certain Victor, se jette dans la discussion qui va s'improvisant : « *La plupart des organisations de gauche ont repris toutes les calomnies sur les gilets jaunes, justifiant quasiment la répression, ou bien ont dit qu'elles n'avaient rien à voir avec ça, que ce n'était pas une lutte de la classe ouvrière... Des puristes !* » Brun, trapu, volubile, la trentaine ; il se présente à nous comme sympathisant trotskyste. Un autre passager rebondit : « *C'est une faillite intellectuelle de l'extrême gauche. Parce que ce mouvement est de l'ordre du white trash¹, et les militants d'extrême gauche en sont socialement très loin. Il y a beaucoup de mépris. Il y a une déconnexion totale avec la réalité sociale.* » Le véhicule stationne aux abords de la gare de

Commercy ; le froid nous saisit, la neige n'a tenu que sur les toits. Les gilets jaunes, venus des quatre coins du pays — Sète, Lorient, Nice, apercevons-nous ici et là sur les chasubles fluorescentes —, convergent en direction de la navette qui nous conduira à Sorcy-Saint-Martin : c'est là, à moins de huit kilomètres de la sous-préfecture, que se déroulera l'Assemblée des assemblées. Les autochtones s'affairent, visiblement surpris par l'afflux. Il faut dire que personne, ou presque, ne connaissait le nom de Commercy il y a deux mois de cela...

« Il y a beaucoup de mépris. Il y a une déconnexion totale avec la réalité sociale. »

Nous nous dirigeons vers le centre de la commune et interpellons quelques habitants au hasard du bitume : ils ignorent que se tient en ce jour ladite Assemblée. Si la plupart soutiennent le mouvement des gilets jaunes, bien que de loin, certains se montrent indifférents, pour ne pas dire sceptiques. Nous entrons dans le premier bar venu, à deux pas d'un vieux château édifié par quelque comte friand d'opéra. Un client, le tenancier ; nous prenons des cafés. Tous deux ne savent pas bien de quoi il retourne mais s'y seraient volontiers rendus s'ils ne travaillaient pas — « *Qui va tenir le comptoir ?* », lance l'homme debout derrière ce dernier.

Une cabane contre « le mal-vivre »

« *Aujourd'hui, les zadistes, ils ne sont plus à Notre-Dame-des-Landes mais ils sont sur les ronds-points : ce sont les gilets jaunes* », nous disait un prénommé Michel lors de notre passage à la ferme de la ZAD dite des « 100 noms ». L'église de Commercy poinçonne un nuage blême. Ruelles, pierres grises, volets de bois, un snack, un fleuriste, quelques panneaux « À vendre » ou « À louer ». La cabane des gilets jaunes colore tout soudain la place Charles-de-Gaulle. « Taxes », « Retraites », « ISF », « Écologie », lit-on au trait noir sur des morceaux de bois cloutés ; un drapeau tend ses trois couleurs au petit vent. De ce modeste « Chalet de la solidarité », tout de bric et de broc bâti, Commercy devint un centre d'intérêt national puis international : des messages de soutien affluèrent d'Allemagne, du Mexique, de Syrie ou de la République dominicaine. L'emplacement ne doit rien au hasard : sa centralité a valeur d'invitation à la rencontre ordinaire, et l'occupation du domaine public tient lieu de lutte, rendant en sus visibles « *les invisibles* » que sont, c'est là leur mot, les gilets jaunes.





Huit d'entre eux — quatre hommes et autant de femmes — apparaissent le 30 novembre 2018 sur nos [écrans](#), cinq minutes durant, lisant à tour de rôle un communiqué imprimé sur une feuille A4 : « *Nous avons organisé des blocages de la ville, des stations-services, et des barrages filtrants. Dans la foulée, nous avons construit une cabane sur la place centrale. Nous nous y retrouvons tous les jours.* » Balayant d'un revers de main toute tentative de médiation entre le mouvement et le gouvernement (garant du « système »), les Commerciens fustigent « *les représentants* » pour mieux louer la seule démocratie qui soit à leurs yeux : directe et populaire. Contre « *tous ceux qui se gavent* », contre « *les puissances de l'argent* », contre « *les intérêts des ultra-riches* », ils appellent à ériger, partout en France, des comités populaires et des assemblées générales afin de « *reprendre le pouvoir* ».

« Des autocollants à prix libre raillent le Premier ministre, exhortent Macron à dégager et dénoncent les paradis fiscaux. »

Des gilets jaunes nous prennent à bord de leur véhicule, direction l'Assemblée. L'hiver déplie la campagne de ses doigts maigres ; arbres, champs, un cygne rompt un instant la rudesse des lieux. Le parking de Sorcy-Saint-Martin, signalé par une planche posée sur une cagette, est bondé ; on entend râler. 200 personnes, à vue de nez, se trouvent déjà sur place — il n'est pas midi. Ça s'agite, se croise, se rencontre, se salue, se reconnaît, se découvre : les langues se délient sans le bois dont on fait la scène politique. Nous pénétrons dans la salle des fêtes. Une carte de France est affichée, conviant à marquer d'une punaise la commune d'où l'on vient — le pays se voit constellé de points, exception faite du Sud-Ouest. Des tracts, disposés sur une table, rappellent la « *méthode pour une assemblée citoyenne et participative* » : ce sont là les gestes en usage sur les occupations de place, de la Puerta del Sol à Nuit Debout. Des autocollants à prix libre raillent le Premier ministre, exhortent Macron à « dégager » et dénoncent les paradis fiscaux. Un ouvrage sur la révolution du Rojava est également proposé à la vente.

Steven, l'une des figures du Commercy réfractaire, nous dit : « *Pour l'organisation de l'Assemblée des assemblées, aucune personne n'a pris de décision en disant Moi je vais faire ça. On a débattu et décidé au sein de notre assemblée.* » Transport, accueil, point presse, cantine à prix libre (La Marmijotte), garderie : tout a été structuré en amont — plus de 250 gilets jaunes dormiront ce soir chez l'habitant. Nous apercevons des journalistes de l'AFP, de LCI, de *Libération*, de la chaîne RT ou du *Monde*. Des indépendants, aussi. Et l'« automédia » des gilets jaunes. Deux porte-parole font face, du mieux qu'ils peuvent, au roulement des questions.



Stéphane Burlot | Ballast

Une famille en construction

Si la critique des leaders est largement partagée par les gilets jaunes réunis ce jour, il est un mot qui semble fédérer les citoyens mobilisés depuis le mois de novembre : « famille ». Celui-là même que Jérôme Rodrigues, mutilé à Paris par les troupes du gouvernement Macron lors de l'acte XI, ne cesse d'employer dans les messages qu'il adresse au mouvement. « *On a fait Noël à la cabane. Moi je suis passé pour l'apéro, et après je suis rentré en famille, mais beaucoup sont restés ensemble. C'est des personnes qui n'avaient pas forcément de famille, ou qui voulaient simplement rester ensemble. C'est magnifique* », nous raconte John, un boxeur amateur aux traits émaciés.

« Rompre l'isolement structurel ; apprendre à s'écouter, donc également apprendre à se taire. »

Rompre l'isolement structurel ; apprendre à s'écouter, donc également apprendre à se taire ; élaborer des espaces où la parole peut librement se déployer, sans jugements hâtifs ni railleries. Stéphanie est assistante vétérinaire en Bretagne ; leur lutte repose à ses yeux sur quatre piliers : la justice sociale, économique, environnementale et judiciaire. « *On se sentait seuls, démunis, exploités. On était isolés. On est tous dans des mouvements chacun dans notre coin et, ici, cette réunion nous a permis de*

prendre une température nationale. On a vu que nous n'étions pas seuls à défendre ces valeurs, et qu'elles étaient communes à tout le monde. Et ça fait plaisir ! » Renz, qui affiche une barbe touffue et une chasuble poussiéreuse sur laquelle on peut lire « RIP capitalisme », complète entre deux éclats de rire : « *Ce mouvement, ce qu'il a créé, c'est un sentiment familial, une fraternité. En venant ici, on réalise que la famille s'est agrandie. On a créé des liens qui sont forts et qui, j'espère, vont durer.* »

Une politique des assemblées

L'autonomie, avançait en 1993 le philosophe [Cornelius Castoriadis](#), « *c'est le projet d'une société où tous les citoyens ont une égale possibilité de participer à la législation, au gouvernement, à la juridiction et finalement à l'institution de la société²* ». Nous y voilà. Une seconde [vidéo](#) — intitulée « Deuxième appel des gilets jaunes de Commercy » et postée un mois après la précédente — est à l'origine du présent rassemblement. Sous le toit de fortune de leur cabane, les habitants mobilisés défilent alors pour convier le mouvement tout entier à venir ici afin de « *rassembler les cahiers de revendications et [de] les mettre en commun* », de « *débattre tous ensemble des suites [du] mouvement* » et de « *décider d'un mode d'organisation collectif des gilets jaunes, authentiquement démocratique, issu du peuple et respectant les étapes de la délégation* ». L'appel s'achève ainsi : « *Ensemble, créons l'Assemblée des assemblées, la Commune des communes. C'est le sens de l'Histoire, c'est notre proposition.* »



Stéphane Burlot | Ballast



Des madeleines — la spécialité locale — et des fruits sont à disposition près de la fontaine à café. Des pâtes sont au menu ; demain, du couscous. Nous discutons, en cassant la croûte, avec un gilet jaune venu de Saillans : depuis 2014, fort d'un mouvement d'opposition à la construction d'un supermarché, ce village de la Drôme est administré par un « pouvoir citoyen » — un conseil municipal collégial, des commissions participatives, un conseil des sages et le recours au tirage au sort. Il est 13 heures ; l'Assemblée, retransmise en direct sur Internet, débute dans la salle polyvalente aux murs rose et blanc. Claude, militant antinucléaire engagé à Bure, s'empare du micro, un symbole féministe tracé au dos de son gilet : « *On représente une idée, un mode de fonctionnement qu'on va essayer d'expérimenter. Donc on va être humbles. [...] Il s'agit de s'engager dans un processus, si tout le monde est d'accord, un processus par le bas. [...] On va pouvoir attaquer, sans plus tarder !* » La délégation de Poitiers s'avance la première, sous les applaudissements.

« **Un drapeau frappé des mots *municipalisme libertaire* ornaît à la mi-novembre l'un des ronds-points de la sous-préfecture.** »

Chaque délégation, mandatée par sa base locale — un binôme paritaire, le plus souvent —, se présente à tour de rôle ; elles sont au nombre de 75. Les porte-parole relatent, le temps d'une à cinq minutes, leur expérience, leurs difficultés, leurs avancées. Les luttes se ressemblent, se complètent. Blocage de routes, occupations, constructions, évacuations du mois de décembre, reconstructions. Ici, un discours, largement salué, contre le sexisme et le racisme ; là, un appel à articuler les communes aux régions, *via* l'intercommunale et le département. L'Isère invite à la démocratie directe à échelle nationale ; Paris tance « *la caste des bobos* » ; l'Ardèche rappelle, acclamée, que les gilets jaunes ne sont pas les « *factieux* » tant vomis mais les héritiers des idéaux républicains originels ; Belfort conte sa jonction à la frontière avec les gilets jaunes suisses et allemands ; Saint-Nazaire revient sur la création de leur Maison du peuple, la première du mouvement — les applaudissements sont nourris, un poing se lève, le cri de guerre des spartiates est entonné.

Bookchin en Lorraine ?

Un drapeau frappé des mots « *municipalisme libertaire* » ornaît à la mi-novembre l'un des ronds-points de la sous-préfecture. « *Commercy ouvre la voie du municipalisme* », titre quelques semaines plus tard le mensuel *CQFD* ; « *À Commercy, des Gilets jaunes pour le communalisme libertaire* », entérine en janvier le site *Arrêt sur images* ; « *La Meuse sera-t-elle le prochain Rojava ?* », demande même *Radio Parleur* à la veille de l'Assemblée des assemblées. Qu'est-ce à dire ? Si la notion résonne de longue date au sein de la tradition anarchiste, c'est au penseur étatsunien *Murray Bookchin*, disparu en 2006, que l'on en doit la formulation la plus aboutie. « *Un peuple dont la seule fonction politique est d'élire des délégués n'est pas en fait un peuple du tout, c'est une masse, une agglomération de monades³. La politique, contrairement au social et à l'étatique, entraîne la recorporalisation des masses en assemblées richement articulées, pour former un corps politique dans un lieu de discours, de rationalité partagée, de libre expression et de modes de prises de décision radicalement démocratiques⁴* », expliquait-il. Sous l'appellation « *municipalisme libertaire* » — ou « *communalisme* » —, ce militant écologiste de formation marxiste échafauda, à partir des années 1970, une « *solution de rechange⁵* » au capitalisme : il s'agit, afin de dissoudre

l'État et d'« enlever l'économie à la bourgeoisie », de créer des communes, structurées autour d'assemblées populaires et défendues par une garde civile, puis de les fédérer entre elles jusqu'à ériger « une Internationale dynamique, solidement enracinée dans une base locale ».



Stéphane Burlot | Ballast

Si la proposition de Bookchin n'eut guère d'écho de son vivant, le Rojava — par le truchement d'Abdullah Öcalan, cofondateur du PKK — s'en inspira pour bâtir la [révolution communaliste](#) qu'il amorça en Syrie sur fond de guerre civile. Deux jours durant, nous questionnons les gilets jaunes que nous rencontrons : l'immense majorité d'entre eux ignore tout du municipalisme libertaire. Rico, originaire de l'Ariège, nous avoue : « *J'ai découvert le terme hier soir, donc je vais aller me renseigner.* » Adel, agent d'une filiale privée de la SNCF en Île-de-France, nous demande de répéter le mot : « *Trop technique. Impossible à faire entendre dans les banlieues.* » Chantal, technicienne de laboratoire retraitée dans l'Ariège, se méfie d'ailleurs de l'importation de théories extérieures au soulèvement : « *C'est aux gens d'écrire eux-mêmes les façons dont ils veulent fonctionner. On peut s'inspirer des choses qui ont été proposées, par le passé, mais surtout pas de projet de société tout fait ! Il y a eu la [Commune de Paris](#), il y a le [Chiapas](#), les gens ne sont pas cons : ils ont su le faire, ils sauront le refaire — même sans avoir lu les livres de Bookchin !* »

« On s'en fiche des mots, on les met en pratique ! On s'en fiche que ça soit bookchinien ou non. »



Claude insiste, soucieux du respect de la parole collective : il ne nous répond qu'en son nom propre. « *Le terme municipalisme libertaire n'est plus employé à Commercy, on préfère parler d'assemblées populaires — ce qui revient au même. On s'en fiche des mots, on les met en pratique ! On s'en fiche que ça soit bookchinien ou non, on ne veut pas plaquer des idéologies pré-existantes sur les pratiques qu'on expérimente.* » Et Steven, éducateur spécialisé, d'ajouter que 12 groupes, sur 15, ont estimé qu'il était prématuré de promouvoir le modèle bookchinien dans la commune meusoise. « *Sur le papier, c'est une très belle idée, mais comme les communes ont de moins en moins de pouvoir, faut y réfléchir. Mais ça pourrait être une des suites du mouvement : prendre le pouvoir au niveau local...* »

Sabrina, professeure des écoles venue de Paris, a inscrit « *Quartier populaire* » sur le dos de son gilet ; elle nous dit : « *Certains parlent d'un moment historique : quand on voit le mot de soutien de la Commune du Rojava, ça a de la valeur pour beaucoup de gens.* » Au mois de décembre 2018, une jeune femme vêtue d'une chasuble jaune proclamait en effet, [filmée](#) : « *Nous nous adressons à vous en tant que Commune internationaliste depuis le Rojava, le Kurdistan de l'ouest, au nord de la Syrie. Nous suivons avec attention depuis plus d'un mois la révolte populaire qui a lieu en France. Nous avons été impressionné·e·s, aussi bien par la détermination des manifestant·e·s que par le niveau de répression policière et étatique. Nous adressons notre solidarité à toutes celles et ceux qui en font les frais. Force à vous, votre résistance est populaire jusqu'ici.* » Elle était entourée d'une dizaine de militants, masqués pour certains d'entre eux — dans leur dos, une banderole affichait le visage de la combattante internationaliste britannique [Anna Campbell](#), tombée sous les tirs de l'armée fasciste turque le 15 mars 2018. Rares sont les habitants de Commercy à avoir entendu parler du Rojava, nous précise-t-on toutefois. « *On va leur adresser un message de soutien en retour, qu'on a décidé collectivement en assemblée* », poursuivra Claude.



Stéphane Burlot | Ballast

Un appel à la dignité

John nous parle de René, un retraité de sa connaissance : c'est lui qui, toujours, rappelle au groupe « *qu'il y a cette urgence sociale liée à la misère* ». Parole nue et crue qui « *ramène à la réalité* ». Et de cela, John se félicite : le risque serait grand de se perdre « *dans des réflexions sur la question de la démocratie, de la Constitution* ». « *Il y a des gens qui crèvent la dalle, qui n'ont pas de logement. C'est cette rage qui nourrit notre engagement. Il y a beaucoup de parents isolés, de personnes au RSA. Il y a peu de travail dans le coin, et pour en trouver un, il faut une voiture. Le cercle vicieux est que si tu as pas de travail, tu peux pas avoir de voiture...* » Dans la salle, le micro part à droite, puis à gauche ; certains prennent des notes, d'autres invitent à plus de silence. Les quatre prochaines heures sont dévolues à l'élaboration des « *suites et [des] perspectives du mouvement* » ainsi qu'à l'« *organisation démocratique à toutes les échelles* ». Des mots se cherchent, d'autres se trouvent. Nanterre loue la multiplication des liens avec « *les syndicalistes de base* » ; Saint-Nazaire met sur la table l'impérieuse nécessité qu'il y a à organiser une défense collective contre les assauts de la police ; Poitiers propose de boycotter les banques. Les échanges se succèdent, dans les applaudissements et parfois les huées ; un homme grisonnant juge bon de renforcer « *la jonction avec le mouvement ouvrier* » ; une jeune femme exhorte l'assistance à se mobiliser contre l'infiltration de militants d'extrême droite au sein des manifestations. Le ton monte, l'écoute reprend.



« Une jeune femme exhorte l'assistance à se mobiliser contre l'infiltration de militants d'extrême droite au sein des manifestations. »

Nous parcourons la feuille de route du week-end (les rôles y sont définis — observateurs, modérateurs, délégués, animateurs, presse — et les horaires fixés) ainsi qu'un document local préparatoire intitulé « *Synthèse des revendications* » : démission de Macron, dissolution de l'Assemblée nationale, réduction des élus, abolition des privilèges, relâche des gilets jaunes, sortie de l'état d'urgence, retraite à 60 ans, transition énergétique, agriculture biologique, qualité des services publics, suppression de Parcoursup, mutualisation des médias et définanciarisation de la presse — autant de thématiques mises au pot commun comme à l'ordre du jour. « *Là, on encule les mouches !* », s'impatiente une déléguée ; « *Faut arrêter de se prendre la tête* », objecte un homme face à l'intransigeance démocratique et horizontaliste à l'œuvre : le strict respect des mandats et la légitimité des prises de décision hantent les échanges.

La journée du dimanche accouchera d'un appel collectif, ratifié par cette première Assemblée des assemblées, pour « *vivre dans la dignité* » : « *Partageons la richesse et pas la misère ! Finissons-en avec les inégalités sociales ! Nous exigeons l'augmentation immédiate des salaires, des minimas sociaux, des allocations et des pensions, le droit inconditionnel au logement et à la santé, à l'éducation, des services publics gratuits et pour tous.* » Le texte, lu [face caméra](#) et aussitôt diffusé sur Internet, invite tout un chacun à rejoindre le mouvement et, après avoir fait sien le mot d'ordre national du soulèvement (« *Macron démission !* »), conclut : « *Vive le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple !* »



Stéphane Burlot | Ballast

Le retour du peuple

Les gilets jaunes de Commercy le martèlent : ils sont « apolitiques ». Entendre, en réalité, « apartisans » — l'ordure politique et représentative a souillé jusqu'à l'étymologie de ce grand mot, « politique », auprès du plus grand nombre : *polis*, la Cité. La crainte de la récupération, de la dépossession, est partout patente. Celle du phagocytage par les partis ou les syndicats, synonymes de bureaucratie ou d'arrangements avec le pouvoir, également. Aboutir à un mouvement de militants, assure ainsi Steven, impliquerait *de facto* son échec. Les ronds-points et les assemblées constituent dès lors autant de lieux d'apprentissage quotidien : les gilets jaunes s'informent, se forment, débattent, apprennent au contact des uns et des autres, rentrent chez eux grandis puis élèvent à leur tour. Renz, de Saint-Nazaire, nous raconte : « *On a fait un gros travail d'éducation populaire au sein du mouvement : au début, on en avait gros, c'est tout, c'est ça qui a lancé le mouvement. Là, on affine. On se demande dans quelle société on veut vivre. Et ce qui ressort de presque tout le mouvement, c'est le pouvoir au peuple.* » La plasticité du mouvement, originellement présenté comme une émanation de l'extrême droite et de la « peste brune⁶ », est telle qu'elle poussera Éric Zemmour à déplorer la mort dudit mouvement au motif que les gilets jaunes seraient finalement trop à gauche⁷...

« Un peuple, construit comme majorité sociale, en opposition à une oligarchie



illégitime, déconnectée et spoliatrice. »

Nous croisons à Commercy un ancien électeur du Front national passé à la France insoumise, des syndicalistes engagés à SUD et quelques anarchistes percevant là une authentique dynamique autogestionnaire bien plus qu'un spectre « rouge-brun ». Un ouvrier d'usine à la retraite nous assure voter Nicolas Dupont-Aignan et l'habitant désigné pour nous héberger ne nous cache pas ses déconcertantes sympathies royalistes. Le municipalisme libertaire tel que façonné par Bookchin garantit « *l'expression la plus complète de tous les points de vue*⁸ » au sein des assemblées, par principe interclassistes. Et Commercy n'agit pas autrement : un skinhead est accepté aux réunions... Les gilets jaunes lorrains le répètent à l'envi : il importe de se rassembler sur ce qui fait commun en passant sous silence ce qui « clive » et « exclut » — d'où, notamment, l'absence manifeste des questions identitaires et migratoires. On sait pourtant que le refoulé ne manque jamais de resurgir, et ce savoir se fait urgence dans un monde en proie aux réveils nationalistes. Un prénommé Bertrand nous glisse : « *Seuls les vœux pieux savent faire consensus...* » Visiblement soucieux de clarifier, une fois pour toutes, les frontières éthiques et politiques de la mobilisation des gilets jaunes, l'appel des 75 délégations né de l'Assemblée des assemblées n'en tranche pas moins : « *[Macron] nous présente comme une foule haineuse fascisante et xénophobe. Mais nous, nous sommes tout le contraire : ni racistes, ni sexistes, ni homophobes, nous sommes fiers d'être ensemble avec nos différences pour construire une société solidaire.* »

Le découpage parlementaire dont nous usons depuis la Révolution française, entre une gauche défavorable au veto royal et une droite partisane du pouvoir monarchique, n'apparaît plus aux yeux des gilets jaunes de Commercy comme une grille de lecture efficiente. « *Prenons la querelle entre la droite et la gauche. Elle a perdu son sens. Les uns et les autres disent la même chose*⁹ », estimait Castoriadis dans les années 1990 : les deux espaces s'étreignent, la fin de l'Histoire actée et le Marché sanctuarisé, sur les ruines du communisme international. Chantal ne nous dit pas autre chose : « *Gauche et droite, c'est une place à l'Assemblée nationale, ça ne veut rien dire.* » C'est bien « le peuple » — et non plus « la classe ouvrière », « le prolétariat » ou « le camp anticapitaliste » — qui s'avance, dans tous les discours, comme sujet de l'émancipation. Ce peuple, qu'un des volumes de [Pierre Larousse](#) définit comme « *ceux qui peinent, qui produisent, qui paient, qui souffrent et qui meurent pour les parasites* », est ici construit comme une majorité sociale (« nous ») en butte à une oligarchie, illégitime, déconnectée et spoliatrice (« eux »). Chantal poursuit : « *Les gilets jaunes, c'est les exploités, les humiliés, les gens à qui on vide les poches, et pas ceux qui se les remplissent.* »



Stéphane Burlot | Ballast

Le « grand débat » poursuit sa tournée, seul en scène ; la mairie de Commercy ordonne le retrait définitif de la cabane ; Saint-Nazaire annonce, le 10 février 2019, que la seconde Assemblée des assemblées se tiendra chez eux au début du mois d'avril. Les rues, comme chaque samedi, continuent de se remplir du jaune des protestataires et du sang des mutilés. « *On est fiers, car avec nos petits moyens et nos petites idées Commercy a inspiré beaucoup de gens* », nous confiera Claude d'une même voix modeste. « *En même temps, ça nous fait peur. On incarne quelque chose qui nous dépasse. On doit garder la tête froide et continuer. On reçoit des sollicitations de partout, on nous demande des conseils ou de l'aide, mais on n'est pas détenteurs d'un savoir que les autres n'ont pas... On est en pleine expérience. La tâche devant nous est immense. Quoi qu'il arrive, même si le mouvement s'éteint, l'émotion qu'on a à vivre tout ça laissera des traces.* »

REBONDS

- ≡ Voir notre portfolio « [Commercy : le pouvoir au peuple](#) », Stéphane Burlot, janvier 2019
- ≡ Voir notre portfolio « [Acte X : Liberté, Égalité, Flash-Ball](#) », Stéphane Burlot, janvier 2019
- ≡ Lire notre article « [Gilets jaunes : carnet d'un soulèvement](#) », décembre 2018
- ≡ Voir notre portfolio « [Jaune rage](#) », Cyrille Choupas, novembre 2018
- ≡ Lire notre entretien avec Benoît Borrits : « [Casser le carcan de la démocratie représentative](#) »,



septembre 2018

≡ Lire notre abécédaire de [Murray Bookchin](#), septembre 2018

≡ Lire notre article « [Le municipalisme libertaire : qu'est-ce donc ?](#) », Elias Boisjean, septembre 2018

≡ Lire notre entretien avec Arnaud Tomès et Philippe Caumières : « [Castoriadis — La démocratie ne se limite pas au dépôt d'un bulletin dans une urne](#) », janvier 2018

≡ Lire notre dossier sur le [Rojava](#)

NOTES

1. ↑ Argot américain : population blanche pauvre.
2. ↑ Entretien paru dans le n° 10 de la revue *Propos*, mars 1993.
3. ↑ Conscience individuelle, individualité en tant qu'elle représente à la fois un point de vue unique sur le monde et une totalité close.
4. ↑ Murray Bookchin, *Pour un municipalisme libertaire*, Atelier de création libertaire, 2003-2018.
5. ↑ Janet Biehl, *Le Municipalisme libertaire*, Écosociété, 2013.
6. ↑ « *C'est la peste brune qui a manifesté [sur les Champs-Élysées].* » Gérald Darmanin au Grand Jury RTL, *Le Figaro*, LCI, 25 novembre 2018.
7. ↑ Émission Zemmour & Naulleau, 6 février 2019.
8. ↑ Janet Biehl, *Le Municipalisme libertaire*, *op. cit.*
9. ↑ Cornelius Castoriadis, *Post-scriptum sur l'insignifiance*, L'Aube, 1998.